Résolution du Parti socialiste suisse
approuvée par le Congrès
du 25 octobre 2025 à Sursee

Pour une politique de paix féministe : assurer un financement à long terme

Le monde est en feu. Les droits humains, la démocratie et l'état de droit sont ouvertement attaqués par des forces autoritaires. L'ordre international est en train de changer en profondeur. Ce basculement du pouvoir se fait sur le dos des plus vulnérables. Les fauteurs de guerre de ce monde s'enlisent de plus en plus dans de violentes confrontations géopolitiques, tout en démantelant la coopération au développement. Le réarmement et le recul de la solidarité mondiale entraînent une spirale négative dangereuse, où seule prévaut la loi du plus fort. En Suisse aussi, nous voyons comment les droits humains sont de plus en plus remis en question et dans quelle mesure les moyens financiers alloués à la coopération internationale diminuent. Et pourtant, c'est précisément maintenant qu'il faut une Suisse courageuse et solidaire, qui reste fidèle à sa tradition humanitaire et s'engage résolument pour la paix, le désarmement, les droits humains, la démocratie et contre l'arbitraire et l'escalade.

Le concept de « sécurité militaire » domine de plus en plus le discours politique actuel et sert aussi d'instrument de domination. En tant que « concept-slogan », il est de plus en plus utilisé pour légitimer la violence, exclure des groupes, justifier la répression et détourner les priorités de l'action étatique. Celles et ceux qui jouissent du privilège d'une sécurité valorisée socialement en tirent avantage, tandis que les femmes et les minorités sont reléguées en marge de la société. En réalité, cette rhétorique militariste ne réduit pas la violence, elle l'accroît — la prétendue sécurité des uns devient la justification des agressions contre les autres. Le réarmement militaire et la politique de défense relèguent l'objectif de paix au second plan dans l'agenda politique et affaiblissent les efforts civils en faveur de la paix. Il est donc primordial que la paix soit réaffirmée de manière active en tant que vision et concept central, afin de garantir la sécurité collective de toutes et tous.

C'est précisément en cette période de réarmement mondial et de recul des droits humains, de l'état de droit et de la démocratie qu'il faut intensifier les efforts politiques en faveur d'une coexistence pacifique, en renforçant le multilatéralisme et en promouvant le contrôle des armements, le désarmement et le développement durable. Celles et ceux qui n'osent plus introduire une conception positive de la paix dans le débat public passent à côté de la possibilité d'une mue constructive. Les utopies ne sont pas des chimères déconnectées de la réalité, mais des contre-projets nécessaires et urgents. Elles montrent qu'une société plus juste et pacifique pour toutes et tous n'est pas un luxe, mais notre devoir moral. Ce n'est qu'en replaçant la paix au cœur du discours politique de manière offensive, en en faisant l'un de ses principes directeurs, que nous ouvrirons la voie au changement.

Notre résistance à la violence, à l'autoritarisme et au démantèlement des structures démocratiques et de la société civile doit être fondamentalement féministe. La paix féministe signifie bien plus que la simple absence de conflits armés. Elle exige une société sans violence structurelle — sans sexisme, sans racisme et sans exclusion sociale. Pour cela, nous devons interroger systématiquement les

rapports de pouvoir et de violence sous l'angle du genre et de la justice et aligner les priorités politiques sur ce qui améliore concrètement la vie de celles et ceux qui sont le plus impitoyablement touché-es par la violence et la marginalisation.

Une politique de paix féministe implique de considérer la sécurité comme le fruit de la justice, de la participation et des droits humains — et non comme une mission essentiellement militaire. La paix durable naît de la résolution civile des conflits, de la prévention de la violence, de l'aide aux victimes et du renforcement de l'état de droit. Les femmes et les autres groupes marginalisés doivent être activement et équitablement impliqués à toutes les étapes des processus de paix, de prévention des conflits et de reconstruction. Pour mettre en place une politique de paix durable, il est crucial de promouvoir l'éducation à la paix, les compétences démocratiques, la lutte contre les discriminations dans l'éducation, des salaires équitables et l'égalité économique, l'accès aux soins de santé et aux services de prise en charge des traumatismes, la protection contre les discours de haine et la violence numérique, ainsi que la justice climatique. C'est pourquoi la Suisse doit s'engager en faveur d'une société civile forte, d'institutions transparentes et de la participation de tous les groupes sociaux. Pour que la Suisse puisse jouer un rôle actif à cet égard, des ressources financières suffisantes sont nécessaires. C'est précisément ce genre d'engagement qui est aujourd'hui plus crucial que jamais.

Avec le retrait de financements comme ceux de l'USAID et d'autres fonds internationaux de développement, des millions de personnes se retrouvent directement confrontées à des situations de détresse existentielle, et de nombreux projets solidaires et humanitaires sont menacés de disparition. Dans ce contexte, la Suisse, en tant que pays riche, doit assumer sa responsabilité internationale et élaborer activement une politique de paix plutôt que se focaliser sur la défense militaire et le réarmement. La coopération au développement, l'aide humanitaire et la promotion de la paix ne doivent en aucun cas être réduites. Au contraire, elles doivent être renforcées en tant que piliers centraux d'une politique étrangère et de sécurité crédible et active. Avec la Genève internationale, centre mondial de la mise en réseau, la Suisse dispose d'une ressource unique et d'une responsabilité particulière pour exiger et établir des normes internationales en matière de paix et de droits humains ainsi que pour inciter la communauté internationale à accroître ses investissements dans le développement. Une collaboration solidaire par-delà les frontières nationales et des réseaux internationaux renforcés constituent la base pour créer des perspectives durables pour les personnes touchées par la pauvreté et la violence et pour enrayer la spirale des crises.

Le PS Suisse exige que la Suisse respecte enfin ses engagements internationaux et son mandat constitutionnel de réduction de la pauvreté et de la détresse, ainsi que de promotion de la démocratie et des droits humains, en consacrant 0,7 % de son revenu national brut (RNB) au financement du développement et à l'action pour la paix, tout en assurant durablement ce financement. En outre, la Suisse doit honorer ses engagements internationaux en matière de financement climatique, conformément à l'Accord de Paris sur le climat, au lieu de les repousser sans cesse. Au total, la Suisse doit dès à présent consacrer 1 % de son RNB à la coopération internationale ainsi qu'au financement mondial en faveur du climat et de la biodiversité. Seuls des investissements fiables et à long terme permettent de garantir un travail de paix, une coopération au développement et une aide humanitaire véritablement en phase avec les besoins.

La paix ne se résume pas à l'absence de guerre : elle suppose l'instauration active de conditions politiques, sociales et écologiques justes, seules capables de prévenir la violence et d'assurer une stabilité durable. Ce n'est pas seulement l'absence de guerre, mais bien aussi la réalité et la manifestation concrètes de la paix qui méritent notre engagement.